

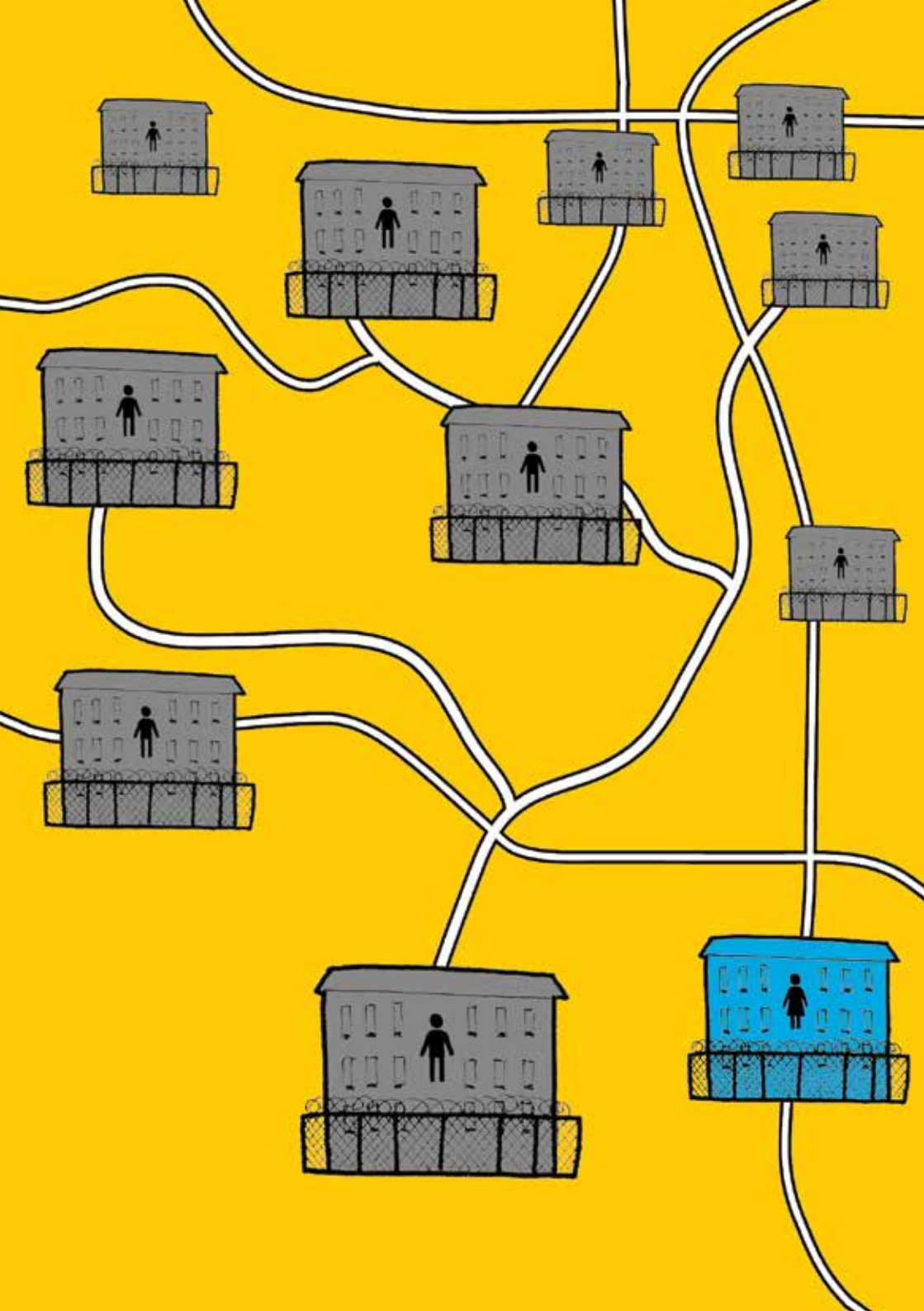
Boîte à  
outils sur  
les Règles  
de Bangkok  
des Nations  
Unies



# Les Règles de Bangkok des Nations Unies concernant le traitement des détenues et des délinquantes

Petit guide





## Les Règles de Bangkok des Nations Unies concernant le traitement des détenues et des délinquantes

Dans le monde, **plus de 660 mille** femmes et jeunes filles purgent une peine de prison suite à une condamnation, ou parce qu'elles sont en attente de jugement et donc présumées innocentes. Les systèmes de justice pénale négligent systématiquement les besoins spécifiques de ces femmes et de ces jeunes filles, qui représentent une proportion évaluée de 2 à 9 % de la population carcérale totale d'un pays. Les Règles de Bangkok des Nations Unies visent à répondre à leurs besoins.

### Portrait des détenues

Traiter de façon identique les délinquantes et les délinquants ne permettra pas d'atteindre l'égalité des sexes. Les circonstances dans lesquelles les femmes commettent des infractions criminelles sont différentes de celles des hommes.

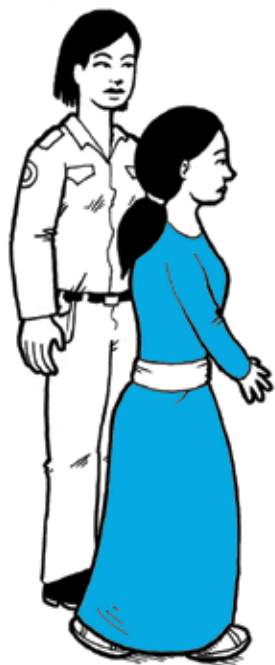


### Les faits

- ➔ Pour une proportion considérable d'entre elles, l'incarcération des délinquantes est une conséquence directe ou indirecte de multiples formes de discrimination et de privation.
- ➔ Les femmes commettent principalement des actes de petite délinquance étroitement liées à la pauvreté, telles que le vol, la fraude et les infractions mineures relatives aux stupéfiants.
- ➔ Seule une petite minorité de femmes sont condamnées pour des infractions violentes, et une grande majorité de celles-ci ont été elles-mêmes victimes de violence.



## Les Règles de Bangkok



Les femmes et les jeunes filles ne représentant que **moins d'un dixième** de la population carcérale, leurs caractéristiques et leurs besoins sont restés ignorés et n'ont pas été pris en considération par les systèmes de justice pénale. Les prisons et leurs modes de fonctionnement – depuis l'architecture, les procédures de sécurité, jusqu'aux soins de santé, en passant par les contacts familiaux et les offres de formation – sont habituellement conçus pour les hommes.

Il existait également des lacunes dans les normes internationales sur la façon de répondre aux besoins des femmes au sein du système de justice pénale. En décembre 2010, ces lacunes ont été comblées par l'adoption des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) par l'Assemblée générale des Nations Unies (Résolution A/RES/65/229).

Les Règles sont essentielles pour protéger les droits des délinquantes et des détenues, abordant explicitement leurs besoins particuliers et les situations variées d'où elles sont issues. Les Règles de Bangkok forment aussi le premier instrument international abordant les besoins des enfants se trouvant en prison avec leur parent.

En adoptant à l'unanimité les Règles de Bangkok, les 193 États membres des Nations Unies ont reconnu que les femmes dans le système de justice pénale ont des caractéristiques et des besoins particuliers, et ils se sont mis d'accord sur la nécessité de respecter ces particularités et d'y répondre.



## Qui protègent les Règles de Bangkok ?

- ➔ Les détenues en attente de jugement, donc présumées innocentes, ainsi que les femmes incarcérées qui purgent une peine de prison suite à une condamnation. Les Règles protègent également les femmes détenues par certains pays pour motif de « protection ».
- ➔ Les délinquantes qui sont condamnées à une peine autre que l'emprisonnement (mesure de substitution à l'emprisonnement ou peine avec sursis).
- ➔ Les enfants dont les parents sont détenus et qui demeurent avec eux en prison.
- ➔ Les détenus et les délinquants de sexe masculin sont également protégés par certaines Règles.

Par exemple, elles reconnaissent le rôle central des deux parents et, en conséquence, certaines règles s'appliquent également aux détenus ou délinquants qui sont pères de famille.

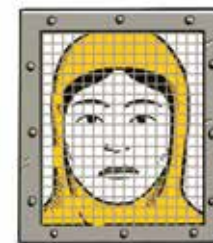
On estime que des millions d'enfants dans le monde ont un parent emprisonné et que des dizaines de milliers d'entre eux vivent en prison avec leur mère.



## Pourquoi sont-elles appelées les Règles de Bangkok ?

Les Règles de Bangkok des Nations Unies ont été initiées par le gouvernement thaïlandais. Son Altesse Royale la Princesse Bajrakitiyabha a joué un rôle clé dans l'élaboration de ces Règles.

Dans certains pays tels que la Jordanie, des femmes sont placées en détention, pendant parfois plus de dix ans, pour motif de « protection contre les crimes d'honneur ».



En Angleterre et au pays de Galles, les détenues sont dix fois plus susceptibles de s'automutiler que les détenus de sexe masculin.



## Que disent les Règles de Bangkok ?

Les 70 Règles conseillent les décideurs politiques, les législateurs, les autorités en charge des condamnations et le personnel pénitentiaire afin de diminuer le recours à la détention pour les femmes et de répondre à leurs besoins particuliers lorsqu'elles sont emprisonnées.

### Réduire le nombre de femmes emprisonnées

Les Règles de Bangkok donnent des conseils sur les alternatives à la détention adaptées aux femmes et qui abordent les causes les plus courantes de comportement délictuel, et ce pour la détention provisoire ainsi que pour l'incarcération après condamnation. Elles reconnaissent que la prison est généralement une solution inefficace aux délits commis par les femmes. L'incarcération est souvent dommageable pour elles, entravant leur réinsertion sociale et leur capacité à vivre de manière productive et en respectant les lois après leur libération.

Un exemple d'alternative à la détention prenant en compte la dimension genre consiste à proposer des services d'aide et de conseils dans des lieux offrant des services de garde d'enfants sur place. Cela permet aux délinquantes qui sont mère de traiter les causes profondes de leur comportement criminel tout en continuant de prendre soin de leurs enfants.



La pratique d'enchaîner les femmes pendant le travail et l'accouchement reste très répandue dans certains pays, y compris les États Unis.



### Si elles sont emprisonnées...

Les règles de Bangkok répondent aux différents besoins des femmes et des jeunes filles emprisonnées. Elles servent de guide pratique sur divers aspects du système carcéral : les soins de santé, les programmes de réinsertion, la formation du personnel pénitentiaire et les droits de visite.

#### Offrir des soins de santé appropriés

En plus des soins de santé reproductive, des mesures destinées aux besoins particuliers des femmes sont nécessaires concernant la santé mentale, l'abus de substances ainsi que les traitements et les soins pour d'autres maladies. Les détenues doivent avoir accès à la médecine préventive, telle que le dépistage du cancer du sein, au même titre que les femmes vivant à l'extérieur.

#### Traiter les femmes avec humanité

Les Règles exigent que les femmes soient traitées avec humanité et dignité. Les moyens de contrainte ne doivent jamais être utilisés sur des femmes pendant le travail, l'accouchement ou immédiatement après l'accouchement. Le régime cellulaire ou l'isolement disciplinaire ne doivent pas s'appliquer comme punition aux femmes qui sont enceintes, qui allaitent ou qui ont avec elles un enfant en bas âge.



### Préserver la dignité pendant les fouilles corporelles

Les procédures de fouilles doivent respecter la dignité de la femme. Etant donné le risque important d'abus qui peut survenir non seulement au cours des fouilles par palpation, mais surtout au cours des fouilles corporelles intrusives ou à nu, les fouilles doivent être pratiquées par du personnel pénitentiaire de sexe féminin. D'autres méthodes de détection utilisant, par exemple, des scanners doivent être conçues.

#### Protection contre la violence

Les détenues sont exposées en prison à un risque élevé de viol, d'agression sexuelle et d'humiliation. Elles sont vulnérables à toutes les formes d'abus sexuels de la part du personnel pénitentiaire et des autres prisonniers, notamment les touchers et contacts physiques déplacés lors des fouilles, et l'observation appuyée lorsqu'elles s'habillent, prennent leur douche ou vont aux toilettes.



#### Répondre aux besoins des enfants des détenues

Les services pénitentiaires doivent répondre à l'ensemble des besoins médicaux, physiques et psychologiques des enfants demeurant en prison avec leur mère. Ces enfants n'étant pas des détenus, ils ne doivent pas être traités comme tels. Les Règles demandent aussi que des dispositions spéciales soient mises en place pour que les mères puissent organiser la garde de leurs enfants restant à l'extérieur, et ce avant leur admission en prison.

Dans de nombreuses prisons, les fouilles corporelles intrusives des détenues après la période des visites constituent une pratique courante qui décourage les femmes de recevoir leur famille.



Les Règles de Bangkok interviennent en complément des Règles minima pour le traitement des détenus et les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo).

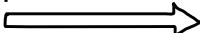
## De la théorie à la pratique

Les Règles de Bangkok constituent un pas en avant pour les droits des détenues et des délinquantes. Il faut maintenant mettre ces normes en pratique.

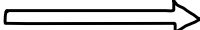
Une grande partie des Règles ne nécessitent pas de ressources supplémentaires pour être mises en œuvre, mais des changements de sensibilisation, d'attitudes et de pratiques – avec en particulier, un investissement engagé dans la formation du personnel pénitentiaire, des décideurs politiques, des administrateurs de prison et autres acteurs qui ont affaire avec les femmes confrontées au système de justice pénale.

De nombreux acteurs sont impliqués dans le traitement des délinquantes et des détenues. Ils ont tous un rôle à jouer dans la mise en œuvre des Règles de Bangkok.

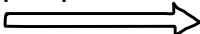
Les autorités et le personnel pénitentiaire



Les législateurs




Les décideurs politiques



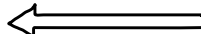
Les ministères



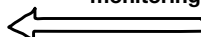

Les services de santé en milieu pénitentiaire



Les services de probation et de libération conditionnelle



Les organes de monitoring



## Boîte à outils pour la mise en œuvre

Nous disposons d'un éventail de ressources pratiques pour vous aider à mettre en œuvre les Règles de Bangkok de l'ONU. Veuillez consulter le site suivant : [www.penalreform.org/priorities/women-in-the-criminal-justice-system/](http://www.penalreform.org/priorities/women-in-the-criminal-justice-system/)

### Document d'orientation\*

Ce guide propose pour chaque règle des mesures pour la mettre en œuvre aux niveaux politique et pratique, et donne des exemples de bonnes pratiques pour inspirer de nouvelles approches.

### Index de mise en œuvre\*

Cette liste détaillée permet d'évaluer la bonne mise en œuvre des règles et est structurée pour répondre aux besoins des différents acteurs. Elle peut être utilisée pour élaborer des politiques et des stratégies.

### Cours en ligne : Les femmes en détention – mettre en pratique les Règles de Bangkok de l'ONU :

Ce cours en ligne, gratuit, à suivre à son propre rythme, combine l'analyse des règles et leur application dans des situations réelles, des évaluations interactives et la remise d'un certificat une fois que le cours est terminé. [penalreform-elearning.org](http://penalreform-elearning.org)

### L'accès à la justice : La discrimination envers les femmes dans les systèmes de justice pénale :

Ce rapport traite des problèmes liés à la discrimination des femmes dans le système judiciaire lorsqu'elles sont soupçonnées d'avoir commis un acte de délinquance.

### Inclure la dimension genre dans le monitoring :

Ce guide aide les organes de monitoring à intégrer la dimension de genre dans leurs missions et à répondre ainsi au problème de la violence contre les femmes et les jeunes filles en détention. Publié conjointement avec l'Association pour la Prévention de la Torture.

### E-bulletin :

Cette publication trimestrielle résume les informations sur femmes dans le système de justice pénale et les Règles de Bangkok, ainsi que les activités liées aux Règles menées par PRI et d'autres partenaires. Inscrivez-vous en envoyant un courriel à [info@penalreform.org](mailto:info@penalreform.org).

### Rapports de recherche :

Ces trois rapports de recherche : « Qui sont les femmes détenues ? » considèrent la situation et les caractéristiques particulières des femmes détenues. Les sept pays suivants ont été traités : Arménie, Géorgie, Jordanie, Tunisie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouganda.

\* Publiés conjointement avec le *Thailand Institute of Justice*.

Les outils sont disponibles en plusieurs langues.

Boîte à  
outils sur  
les Règles  
de Bangkok  
des Nations  
Unies



## **Penal Reform International**

1 Ardleigh Road  
London N1 4HS  
United Kingdom

+44 (0) 207 923 0946

[www.penalreform.org](http://www.penalreform.org)

Twitter: @PenalReformInt

Illustrations de John Bishop

© Penal Reform International 2016